

Des éleveurs sous haute tension sanitaire

Il y a moitié moins d'animaux, cette année, à participer au Salon international de l'élevage (Space), qui a ouvert mardi à Rennes (Ille-et-Vilaine). La faute aux maladies qui touchent les élevages.

Il n'y aura jamais eu aussi peu d'animaux au Space. Même si les vaches sont rassemblées au même endroit, impossible de ne pas voir de grandes allées vides. Juste à côté, un des deux espaces prévus pour accueillir les moutons est resté portes closes.

Seuls 200 bovins, au lieu d'environ 550 habituellement, participent cette année au Salon international de l'élevage, qui se tient à Rennes (Ille-et-Vilaine). Le contexte sanitaire, notamment marqué par la flambée des cas de fièvre catarrhale ovine (FCO) dans les élevages de l'Ouest, a contraint les participants à montrer patte blanche. Et les tests ont confirmé ce qui était redouté : le virus est omniprésent.

« Jamais nous n'aurions deviné qu'une de nos vaches était malade, elle ne présentait aucun signe clinique », s'étonne Charlene Le Brun, venue des Côtes-d'Armor. Sa Prim' Holstein, privée de salon, est donc restée à la ferme. « Moi, j'ai dû laisser deux de mes vaches. On se soumet au règlement mais avec tous ces animaux en moins, l'ambiance est particulière », soupire Philippe Hubert, éleveur d'Ille-et-Vilaine.

Principe de précaution

De la Charolaise à la Limousine en passant par la Simmental, des races sont carrément absentes. Faute d'un nombre d'animaux suffisant, plusieurs concours ont aussi été remplacés par de simples présentations, se privant du même coup de nombreux éleveurs qui voulaient venir au Space pour prétendre à des palmarès.

Sur le millier d'agriculteurs pré-inscrits, de nombreux autres ont boudé le salon par simple principe de pré-



Alain Bréhin fait partie des rares éleveurs ovins à avoir pu faire le déplacement au Salon international de l'élevage, le Space, à Rennes (Ille-et-Vilaine). Il est venu avec une dizaine de moutons Rouges de l'Ouest.

(Photo : JOËL LE GALL, OUEST-FRANCE)

caution ou encore pour des raisons logistiques, le « covoiturage » entre animaux se révélant plus complexe à organiser. Sans parler des questions budgétaires : « Pour faire les analyses, j'ai dépensé 300 €, compte Alain Bréhin, venu de la Mayenne avec une dizaine de béliers et d'agnelles Rouges de l'Ouest. Il ne faudrait pas que cela soit comme ça encore une année ou deux, sinon ça risque de faire du tort au salon. »

Une urgence dont l'organisation est bien sûr consciente. « Il va falloir qu'on s'adapte, admet Jean-Yves Rissel, responsable des présentations animales du Space. Le réchauffement climatique (qui favorise la progression du moucheron vecteur de la FCO) est là et on va être confrontés à des maladies tous les ans. Pourquoi ne pas rendre, à l'avenir, la vaccination obligatoire, ou réfléchir à une meilleure organisation des

rendez-vous au niveau national ? »

La question du calendrier, pour ce salon identifié comme un temps fort de la rentrée agricole, se pose notamment. Plus tard dans la saison, la pression sanitaire risque moins de jouer les trouble-fêtes. Septembre est aussi le mois des ensilages et... de nombreux autres concours, contraignant parfois les éleveurs à faire des choix.

Claire ROBIN.

Des divergences syndicales face aux maladies

Une mise en scène sanglante, pour marquer les esprits. Pour l'ouverture du Space, la Confédération paysanne a mené une action symbolique sur le stand du ministère de l'Agriculture. L'objectif du syndicat agricole : dénoncer « la mauvaise gestion et le manque d'anticipation des crises par l'État », face notamment à la fièvre catarrhale ovine (FCO) ou la dermatose nodulaire contagieuse (DNC).

La Conf' refuse l'abattage systématique des troupeaux en cas de DNC, comme ce qui a été appliqué dans les foyers en Savoie. Elle demande aussi « l'ouverture immédiate d'un guichet d'indemnisation » des pertes directes et indirectes liées à la FCO et la prise en charge totale pour les éleveurs qui souhaitent vacciner. Plus globalement, le syndicat réclame un « changement radical » de la politique sanitaire, qu'il estime concertée « avec un seul interlocuteur, la FNSEA ».

Sur la gestion des maladies qui tou-

chent les élevages ces derniers mois, les syndicats agricoles ne sont en effet pas sur la même longueur d'onde. La Coordination rurale dénonce elle aussi l'abattage systématique des bêtes, qu'elle juge « excessif et injustifié », et estime que le gouvernement n'a pas suffisamment protégé les éleveurs face aux maladies.

« Une polémique stérile », selon Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, qui met en avant « l'esprit de responsabilité » de son syndicat. « Les abattages sont un drame pour les éleveurs de Savoie, qui se sont sacrifiés, et il faut désormais les soutenir. On est en passe de contenir la maladie grâce à cela, et c'est ce que préconisent les épidémiologistes », précise-t-il.

Au rythme où les épizooties touchent les élevages français, cette divergence a malheureusement des chances de ressurgir.

Brice DUPONT.



La Confédération paysanne a mené une action symbolique.

(Photo : JOËL LE GALL, O.F.)

Un fonds de 10 millions d'euros pour l'installation agricole

Les dirigeants du Crédit agricole ont annoncé mardi, au Space, le lancement d'un fonds de « développement en agriculture » pour soutenir l'installation. L'enveloppe dotée de 10 millions d'euros (dans un premier temps) vise à accompagner en quasi-fonds propres des projets d'élevages (volailles, porcs, laitiers) qui s'avèrent de plus en plus gourmands en financement.

Dès 2026, les fonds seront alloués pour une période de sept à neuf ans, durant laquelle l'agriculteur paiera uniquement les intérêts avant de rembourser in fine le capital.

« L'accompagnement devrait varier en moyenne de 150 000 à 250 000 €, précise Christelle Dousineau, directrice marché agriculture au Crédit agricole en Bretagne. Ces quasi-fonds propres sont censés permettre à un jeune installé de faire face à des aléas exceptionnels comme les maladies animales par exemple.

Des transformations

« Le monde agricole traverse une phase charnière marquée par un renouvellement insuffisant des exploitations (une sur deux), l'arrivée croissante de nouveaux installés hors cadre familial et des besoins massifs de modernisation des outils de production », indique Jean-Pierre Touzet, directeur du pôle



L'objectif du fonds : aider à l'installation de jeunes qui ont des projets d'élevages.

(Photo : JOËL LE GALL, OUEST-FRANCE)

agri-agro au Crédit agricole SA.

La banque verte évalue à 7,9 milliards d'euros le montant des coûts de modernisation des exploitations en France à horizon 2030 : 700 millions d'euros pour la transition hors cage en production d'œufs, 700 millions d'euros pour la construction de poulaillers de chair, 5 milliards d'euros pour la rénovation et la décarbonation des élevages porcins et 1,5 milliard pour la robotisation des élevages laitiers. « 93 % des nouveaux élevages possèdent un robot de traite »,

a rappelé Olivier Auffray, président de Crédit agricole en Bretagne.

L'an passé, le groupe bancaire avait annoncé qu'il planchait sur une offre de portage de capital avec prise de participation minoritaire. « Mais ce n'était pas le bon outil », a expliqué Jean-Pierre Touzet, notamment pour des questions de gouvernance et de valorisation. D'où les quasi-fonds propres qui ont « reçu un accueil (plus) favorable de la profession agricole. »

Guillaume LE DU.

Les éleveurs de lapins veulent reprendre du poil de la bête

Chez les éleveurs de lapins, l'optimisme semble de retour après une longue traversée du désert. C'est en tout cas le message délivré par la profession au Space.

La filière compte environ 500 producteurs, soit deux fois moins qu'il y a quinze ans. Les causes du déclin sont simples. D'une part la VHD, « une maladie hémorragique liée à la faune sauvage qui a décimé il y a dix ans une partie des élevages », indique Frédéric Blot, agriculteur à Domalain près de Vitré (Ille-et-Vilaine) et président de la fédération nationale des éleveurs de lapins. Mais aujourd'hui, nous avons le vaccin qui a permis d'enrayer la chute. »

D'autre part, le consommateur boude cette viande qu'il ne sait plus faire mijoter. « On est passé de 600 g à 300 g par habitant », résume Guy Airiau, président de la Clipp, l'interprofession cunicole. Celle-ci a bien l'intention de se relancer, en faisant campagne pour inciter le consommateur à remettre du lapin dans son assiette.

Moins de cages

Elle cherche aussi à susciter les vocations, alors qu'une majorité de professionnels s'apprentent à prendre leur retraite. Attirer des jeunes, à condition de bien négocier un autre



La filière cunicole vise 30 % d'élevages alternatifs à la cage d'ici 2030. Ici un élevage dans le Morbihan.

(Photo : JOËL LE GALL, ARCHIVES OUEST-FRANCE)

virage, celui de l'abandon progressif des cages. C'est le souhait formulé par 1,4 million de citoyens européens, lors de l'initiative citoyenne lancée en 2019 sur le bien-être animal. Les éleveurs de volaille se sont engagés dans cette voie. La filière cunicole s'y met aussi. « Aujourd'hui, un peu plus de 10 % des élevages ont abandonné la cage pour le parc couvert. Nous visons les 30 % d'ici cinq ans. »

Cette mutation oblige à adapter les bâtiments. La contractualisation avec l'aval de la filière permet de sécuriser

l'investissement. « Un contrat sur douze ans avec des prix garantis, c'est un atout pour convaincre un banquier », estime Guy Airiau.

L'alternative à la cage a l'avantage de reconnecter l'éleveur à l'animal. « Le parc, c'est plus de surveillance mais maintenant je les vois sauter, courir et c'est vraiment plaisant », témoigne Betty Lefeuvre, éleveuse. L'interprofession considère ce rapport à l'animal comme un atout pour attirer des jeunes.

Laurent LE GOFF.